



Tous droits réservés

DROIT DE LA FAMILLE

Séance 2 - Le PACS

Introduction. Le PACS : rapide tour d'horizon	2
I. La conclusion du PACS	3
A) Les conditions de fond	3
1) Les conditions relatives aux partenaires	3
2) Les conditions relatives au consentement.....	4
B) Les conditions de forme	5
1) La déclaration conjointe devant l'officier d'état civil	5
2) La déclaration conjointe devant notaire	5
3) Résumé de la procédure	5
II. Les effets du PACS	6
A) Les effets personnels.....	7
1) Le devoir de communauté de vie	7
2) Le devoir d'assistance réciproque.....	8
B) Les effets patrimoniaux	8
1) Les effets du PACS sur les obligations à la charge des partenaires	8
2) Les effets du PACS sur la situation patrimoniale personnelle des partenaires	9
a) Le sort des créances entre partenaires.....	9
b) Le sort des biens acquis en cours de PACS.....	9
3) Les effets du PACS sur les situations sociales et fiscales des partenaires	11
a) Sur le plan fiscal.....	11
b) Sur le plan social.....	11
c) Sur le plan successoral.....	11

Introduction. Le PACS : rapide tour d'horizon

La **loi du 15 novembre 1999** a introduit le pacte civil de solidarité (PACS), sorte de compromis entre le concubinage et le mariage. Ce texte est le fruit d'un processus législatif tumultueux où se sont vivement affrontés conservateurs et progressistes. En effet le PACS a avant tout été pensé comme un palliatif à l'interdiction du mariage pour les couples homosexuels alors en vigueur à la fin du XXème siècle. Cela s'est traduit par un texte complexe et lacunaire. Le **Conseil constitutionnel** est donc intervenu dans une **décision n° 99-419 DC** du **9 novembre 1999** afin de rendre ce texte plus compréhensible et juridiquement acceptable

D'abord vu comme un simple contrat organisant les relations patrimoniales entre concubins, il s'avère que le PACS a gagné en importance et peut aujourd'hui être assimilé à un mariage allégé. La **loi de 1999** est un acte manqué en raison de ses ambitions bridées par la peur de la réaction d'une société encore fermée à une légitimation des couples homosexuels à laquelle la Cour de cassation se refusait fermement depuis des années.

Une réforme profonde était donc nécessaire et il a fallu attendre la **loi du 23 juin 2006 portant réforme du droit des successions et libéralités** pour qu'elle intervienne. De nouvelles modifications profondes ont été apportées entre 2007 et 2016 et d'autres devraient encore venir.

Depuis la **loi de 2006**, le PACS produit non seulement des effets patrimoniaux mais aussi des effets personnels. Il est une solution intermédiaire entre le concubinage offrant trop peu de protection aux concubins et le mariage dont la forme sacramentelle rebute certains.

En 2019, 196 370 PACS ont été « célébrés » contre 224 740 mariages, preuve que les français ont encore une préférence pour le régime matrimonial face au régime « pacsimonial ». On constate également que malgré l'ouverture du mariage aux couples homosexuels, le nombre de PACS entre personnes de même sexe n'a cessé d'augmenter depuis 2013 et que la pratique coexiste aux côtés du mariage.



Définition : Le PACS est aujourd'hui défini à l'**article L. 515-1 du Code civil** qui dispose qu' « un pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures de sexe différent ou de

même sexe pour organiser leur vie commune ». Ces deux personnes sont appelées partenaires.

I. La conclusion du PACS

Le PACS est soumis à des conditions proches de celles du mariage tel que nous le connaissons aujourd'hui sans pour autant que ce soit une équivalence parfaite.

A) Les conditions de fond

Les conditions de fond se trouvent aux **articles 515-1 et 515-2 du Code civil** et ont trait à la qualité des personnes ainsi qu'à leur consentement.

1) Les conditions relatives aux partenaires

Le PACS est un contrat conclu entre deux personnes au plus, la polygamie étant prohibée en droit français (**art. 433-20 C. pén.**).



Attention : Il ne peut s'agir que de personnes physiques, seront donc exclues les personnes morales. Ces personnes physiques doivent être majeures ce qui signifie que ni un mineur, ni un mineur émancipé ne peut contracter un PACS.

Concernant les majeurs protégés, il faut distinguer suivant le régime de protection :

- Le majeur sous tutelle peut se pacser depuis la **loi du 5 mars 2007** (cela lui était avant interdit par l'**article 506-1 C. civ.**). L'**article 462 du Code civil** prévoit désormais que la majeur sous tutelle peut se pacser s'il y est autorisé par le juge des tutelles ou le conseil de famille après audition des futurs partenaires et le cas échéant le recueil de l'avis des parents, alliés et de l'entourage proche. Le tuteur devra l'assister à l'occasion de la signature de la

convention ce qui ne sera cependant pas nécessaire lors de la déclaration conjointe devant l'officier d'état civil le cas échéant. Si le majeur sous tutelle souhaite se pacser avec son tuteur, un tuteur *ad hoc* devra être nommé.

- Le majeur sous curatelle peut faire seul la déclaration conjointe de PACS, il devra en revanche être assisté de son curateur pour signer la convention (**art. 461 C. civ.**). Le curateur peut refuser de signer la convention, le majeur protégé devra alors s'adresser directement au juge des tutelles pour qu'il statue sur son cas.
- Le majeur sous sauvegarde de justice pourra librement conclure un PACS sauf à ce qu'un mandataire ait été nommé par le juge pour un tel acte.

Certaines personnes, bien que majeures et capables, ne pourront cependant pas se pacser. Cela résulte d'empêchements pour cause de parenté ou d'alliance. L'**article 515-2 du Code civil** prévoit qu'il n'est pas possible de conclure un PACS entre :

- Ascendants et descendants en ligne directe, entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré inclus ;
- Deux personnes dont l'une au moins est déjà mariée ;
- Deux personnes dont l'une au moins est déjà liée par un pacte civil de solidarité.



À retenir : Il n'existe aucune possibilité de dérogation à ces dispositions et le non-respect de celles-ci est sanctionné par la nullité absolue du PACS.

2) Les conditions relatives au consentement

Que l'on fasse l'analogie entre PACS et mariage ou entre PACS et contrat de droit commun, il est évident que le consentement est l'une des conditions essentielles de formation car :

- On ne peut imposer à une personne de se pacser
- On cherche à éviter les pactes de complaisance, au même titre que l'on cherche à empêcher les mariages blancs.



À retenir : Il faut que le consentement soit réel, libre et intègre, comprenons par là qu'il ne peut être contraint.

Ainsi, l'objet de la convention est et ne peut être que l'organisation d'un concubinage existant.

B) Les conditions de forme

1) La déclaration conjointe devant l'officier d'état civil

Les conditions de forme se trouvent en majeure partie à l'**article 515-3 du Code civil** qui prévoit que les partenaires déclarent leur PACS à l'officier d'état civil du lieu de leur résidence commune. À l'occasion de cette déclaration conjointe ils devront produire la convention préalablement établie et signée par eux. Après cela, l'officier d'état civil enregistrera la déclaration conjointe et fera procéder aux opérations de publicité.

2) La déclaration conjointe devant notaire

Une autre possibilité est offerte aux partenaires, celle de passer leur convention de PACS par acte notarié, auquel cas ce sera le notaire qui recueillera la déclaration conjointe, procèdera à l'enregistrement du pacte et fera procéder aux formalités de publicité.

3) Résumé de la procédure

Ainsi, si l'on doit résumer la procédure, celle-ci s'organise en cinq étapes :

1°/ Les futurs partenaires établissent ensemble une convention qu'ils rédigent et signent, soit sous seing privé, soit par acte notarié. S'ils font le choix de l'acte authentique, la procédure s'arrête ici, les partenaires n'ont plus rien à faire. Dans un

cas comme dans l'autre, en présence d'un majeur sous tutelle ou curatelle, l'assistance du tuteur/curateur est indispensable.

2°/ Les futurs partenaires prennent rendez-vous avec l'officier d'état civil de leur commune de résidence et préparent les documents nécessaires (essentiellement leurs papiers d'identité et la convention préalablement signée).

3°/ Les futurs partenaires se rendent devant l'officier d'état civil de leur commune de résidence afin d'y faire leur déclaration conjointe. Ils ne peuvent être représentés et doivent donc se présenter personnellement. À ce stade, en présence de majeurs protégés, aucune assistance n'est nécessaire.

4°/ Le pacte est enregistré conformément à l'**article 515-3-1 du Code civil**, l'enregistrement confère date certaine au pacte et ce n'est qu'à partir de ce moment que le pacte prend effet entre les parties malgré qu'il ait été signé au préalable. Si le pacte a été passé devant notaire, la règle est la même.

5°/ Enfin, « Il est fait mention, en marge de l'acte de naissance de chaque partenaire, de la déclaration de pacte civil de solidarité, avec indication de l'identité de l'autre partenaire. » C'est la publicité du PACS.



À retenir : Le PACS sera opposable aux tiers à partir de la date de publicité.



Attention : Toute modification ultérieure du pacte est soumise à ces mêmes conditions de forme.

II. Les effets du PACS

Rappelons qu'initialement le PACS ne produisait aucun effet personnel entre les partenaires mais uniquement des effets patrimoniaux. Cela a évolué avec la **loi de**

2006 portant réforme des successions et libéralités qui est venue créer des obligations personnelles entre les partenaires.

Ainsi à ce jour le PACS a des effets personnels et patrimoniaux, il ne produit cependant aucun effet d'alliance (chaque partenaire conserve son nom de famille) ou de parenté (pas de présomption de paternité au profit du partenaire).

A) Les effets personnels



Définition : L'**article 515-4 C. civ.** indique que « Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité s'engagent à une vie commune, ainsi qu'à une aide matérielle et une assistance réciproques ».

On identifie donc principalement trois devoirs que sont le devoir de vie commune, le devoir d'assistance et enfin devoir d'aide matérielle. Les deux premiers nous intéresserons dans un premier temps.

1) Le devoir de communauté de vie

Le devoir de vie commune doit se comprendre de la même manière que dans le mariage, à savoir une communauté de lit et une communauté de toit, quand bien même la notion de « communauté de lit » fasse l'objet d'un débat de société.

Il sera possible d'admettre des résidences séparées en raison des activités professionnelles respectives des partenaires.

Il existe une exception issue de la **loi de 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants**. Cette exception prévoit qu'en présence d'un(e) partenaire violent(e), l'autre peut obtenir du juge aux affaires familiales une ordonnance de protection visant à attribuer à la victime des violences la jouissance exclusive de la résidence commune (**art. 515-9 C. civ.**).

2) Le devoir d'assistance réciproque

Le devoir d'assistance réciproque a été introduit par la réforme de 2006, il est le même que celui prévu dans les relations entre époux. C'est un devoir de soutien dans les épreuves de la vie, une notion assez floue en somme. Il n'y a pas de précision particulière à faire à ce propos.

B) Les effets patrimoniaux

1) Les effets du PACS sur les obligations à la charge des partenaires

Un devoir d'aide matérielle a été prévu dès 1999 et s'exerce à hauteur des facultés respectives des partenaires, sauf stipulations contraires. On peut l'apparenter au devoir de contribution aux charges du mariage ainsi qu'au devoir de secours en matière matrimoniale. La comparaison avec les obligations issues du mariage est d'autant plus tentante lorsqu'à la lecture de l'**article 515-7 C. civ.** on constate que les « créances [entre partenaires] peuvent être compensées avec les avantages que leur titulaire a pu retirer de la vie commune, notamment en ne contribuant pas à hauteur de ses facultés aux dettes contractées pour les besoins de la vie courante. », ce qui est proche de ce qui est énoncé dans le cadre de la dissolution du mariage.



Attention : Le montant de cette aide matérielle pourra être fixé par le juge aux affaires familiales à l'occasion de la délivrance d'une ordonnance de protection en application de l'**article 515-9 C. civ.** précité.

L'**article 515-4 C. civ.** prévoit par ailleurs une obligation à l'égard des tiers. En ce sens, les partenaires sont solidairement tenus des dettes contractées pour les besoins de la vie courante (dettes ménagères) et à l'exclusion :

- Des dépenses manifestement excessives ;
- Des achats à tempérament ;

- Et des emprunts, « à moins que ces derniers ne portent sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante et que le montant cumulé de ces sommes, en cas de pluralité d'emprunts, ne soit pas manifestement excessif eu égard au train de vie du ménage. »

2) *Les effets du PACS sur la situation patrimoniale personnelle des partenaires*

a) Le sort des créances entre partenaires

Depuis 2006 les créances entre partenaires ont la même qualité que celles entre époux, ce sont des dettes de valeur.



Définition : La dette de valeur est une obligation pécuniaire dont le montant est fixé au jour de son exigibilité et non au jour de sa naissance.

En ce sens, le dernier alinéa de l'**article 515-7 C. civ.** renvoie à l'**article 1469 du Code civil** (sauf stipulation contraire).



Exemple : Un partenaire prête à l'autre 100 000 euros pour que celui-ci s'achète un terrain. En cas de dissolution du PACS avant remboursement intégral des sommes prêtées, le montant dû ne sera pas de 100 000 euros mais de la valeur du bien ainsi acquis au jour de son remboursement.

b) Le sort des biens acquis en cours de PACS

À l'origine et jusqu'en 2006, les biens acquis en cours de PACS étaient soumis à un régime d'indivision, sauf volonté contraire des partenaires.

Désormais, c'est l'inverse puisque chaque partenaire est en principe exclusivement propriétaire des biens meubles ou immeubles qu'ils a acquis en cours de PACS (**art. 515-5 al. 1 C. civ.**) SAUF si les partenaires ont expressément prévu à la convention qu'ils souhaitaient être soumis à un régime d'indivision.

Cela montre la transformation profonde qu'a subi le PACS en passant en 2006 d'une relation essentiellement patrimoniale sans effets personnels à une relation essentiellement personnelle avec accessoirement des effets patrimoniaux.



Attention : L'article 515-5 al. 2 C. civ. prévoit toutefois que « Les biens sur lesquels aucun des partenaires ne peut justifier d'une propriété exclusive sont réputés leur appartenir indivisément, à chacun pour moitié. » peu importe qu'un régime d'indivision ait été conventionnellement prévu ou non.

L'article 515-5-1 du Code civil vient préciser le régime d'indivision en question. D'après cet article, en cas d'indivision tous les biens achetés par les partenaires en cours de PACS appartiendront pour moitié à chacun d'eux. Cette règle s'applique que les biens aient été acquis par les partenaires ensemble ou individuellement et ce peu importe que le prix ait été payé par un seul des deux partenaires.



À retenir : Cependant et comme dans les relations de mariage, les biens recueillis par succession ou libéralité ainsi que les biens présentant un caractère personnel sont exclus de l'indivision (art. 515-5-2 al. 1 ; 3° et 5°).

De même, les biens nés en cours de PACS tel qu'un fonds de commerce ainsi que les deniers, revenus, gains et salaires ne sont pas compris dans l'indivision.



Attention : Le régime d'indivision créé par stipulation dans le pacte correspond au régime général d'indivision entre les partenaires et ne se confond pas à un éventuel régime d'indivision qui s'appliquerait à des biens en particulier conformément à une convention extérieure au PACS.

Précisons que la gestion des biens compris dans l'indivision obéit aux règles relatives à la gestion des biens communs des époux (art. 515-5-3 C. civ.).

L'indivision dure en principe uniquement pour la durée du PACS mais les partenaires pourront prévoir conventionnellement qu'elle perdure à la dissolution de celui-ci mais uniquement pour les biens acquis en cours de PACS.

3) *Les effets du PACS sur les situations sociales et fiscales des partenaires*

a) Sur le plan fiscal

D'un point de vue fiscal, les partenaires de PACS se trouvent dans une situation intermédiaire à celle des époux et des concubins en union libre.



Exemple : L'article 790 F al. 1 CGI prévoit que les donations entre partenaires bénéficient d'un abattement de 80 724 euros (même chose que pour les époux), ce dont ne bénéficient pas les concubins en union libre.

b) Sur le plan social

Concernant le régime social, les partenaires sont assimilés à des époux ce qui leur permet d'obtenir certaines prestations sociales auxquelles ils n'auraient pas le droit s'ils étaient en union libre.

c) Sur le plan successoral

Le partenaire n'est jamais considéré comme un héritier. Il y a cependant deux tempéraments à la rigueur de ce principe :

- Un partenaire peut disposer à cause de mort au profit de l'autre : il peut rédiger un testament au profit du partenaire survivant (dans la limite des droits des héritiers réservataires).
- La réforme de 2006 a reconnu au partenaire survivant le bénéfice du droit annuel au logement et d'un droit de créance contre la succession.